

Erdogan, le dictateur fou qui peut tout se permettre !



Un an après l'échec du putsch de la nuit du 15 au 16 juillet 2016, Recep Tayyip Erdogan se sent plus fort que jamais.

Il a sévèrement maté toute forme d'opposition à son régime et concentre désormais tous les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif entre ses mains. Bruxelles, pendant ce temps, préfère jouer à l'autruche. On ne va pas tout de même pas se fâcher avec la Turquie pour des atteintes à la démocratie !

Ainsi l'Europe choisit-elle de s'asseoir sur ses grands principes démocratiques plutôt que de risquer de déplaire au « nouveau Sultan » d'Ankara comme l'ont surnommé ses détracteurs.

Certes les élus du parlement européen renâclent à poursuivre les négociations d'adhésion de la Turquie à l'union

européenne. A une très large majorité ils ont réclamé la suspension officielle des négociations avec un régime qui pratique une répression féroce contre ses opposants.

Des gülenistes – partisans de l'imam Fétullah Gülen suspecté d'être l'inspirateur du putsch -, la chasse aux sorcières s'est étendue aux milieux Kurdes puis à tous ceux qui au sein de l'armée, de l'administration, de la justice, des enseignants ou de la presse sont considérés comme des adversaires politiques.

En un an, 50 000 personnes ont été emprisonnées et 150 000 ont perdu leur emploi suite à des dénonciations. La presse, elle, a été carrément muselée : 150 médias ont été fermés par décret et 2500 journalistes suspendus. L'opposition est tenue en laisse ! Et ce n'est pas fini ! Quelques semaines après l'échec de la tentative de putsch, le gouvernement a annoncé qu'il allait créer 174 nouvelles prisons d'ici cinq ans. La Turquie avait la réputation depuis quelques années d'être « la plus grande prison au monde pour les journalistes ».

Elle le sera bientôt aussi pour l'opposition. « La démocratie c'est comme un tramway, avait prévenu Erdogan. Quand on est arrivé au terminus, on en descend ».

C'était il y a 20 ans. Depuis le dictateur fou a gravi les échelons du pouvoir devenant Premier ministre en 2003 et président en 2014, transformant le régime parlementaire en régime présidentiel avec le référendum d'avril dernier qui ne lui a donné d'ailleurs qu'une très étroite majorité (51,3%). Un tyran qui se moque de nos valeurs.

Et c'est avec ce genre de personnage qui promet « d'arracher la tête des traîtres », qui insulte l'Allemagne et les Pays-Bas en parlant de « méthodes nazies » lorsque ces pays interdisent aux ministres Turcs de tenir des meetings politiques dans les villes européennes et qui de plus prône un islam nationaliste. Bref, c'est avec ce tyran qui se moque

comme d'une guigne de nos valeurs occidentales que les dirigeants et responsables de l'union européenne veulent, malgré tout, au nom de la realpolitik, maintenir le contact, « avoir un dialogue ouvert » comme le souhaite à Bruxelles le commissaire en charge de l'élargissement de l'Europe. « Que gagnerait-on à sortir de l'hypocrisie et des faux-semblants ? Pour l'amour de la clarté nous prendrions un risque » n'hésite pas à souligner un diplomate (Le Figaro du 15-16 juillet).

Les affaires étant ce qu'elles sont, Bruxelles préfère voir le côté positif des relations avec la Turquie « partenaire clé » pour la question des migrants et l'aide qu'elle a apportée dans la lutte contre Daech. Des collaborations qui n'ont pas été gratuites, loin s'en faut, pour la Turquie qui a obtenu des contreparties, notamment financières, avec le versement d'une nouvelle somme de trois milliards d'euros d'ici la fin de l'année.

« Ne pas faire de vagues » est aujourd'hui le leitmotiv des Européens. C'était aussi celui de Chamberlain après la signature des désastreux accords de Munich de 1937. Il est des leçons de l'Histoire que les gouvernants préfèrent oublier. Elles rappellent de trop mauvais souvenirs !

Alain MARSAUGUY